

GITE COMMUNAL

MAITRE D'OUVRAGE
Commune de Suin
LE BOURG
143 ROUTE DE LA BUTTE
71220 SUIN

RESTRUCTURATION D'UN GÎTE COMMUNAL

RC

Règlement de la Consultation



Date et heure limites de réception des offres :

Mardi 07 Juillet à 16h00

ARTICLE -1- OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 – OBJET DU MARCHÉ :

La présente consultation concerne :

Marché de travaux pour **le réaménagement du gîte communal et la réfection du système de chauffage commun du gîte et de la salle polyvalente**, sur la commune de SUIN (71220).

1.2 - MODE DE PASSATION

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION

Les travaux sont répartis en ONZE LOTS, à savoir :

- LOT 1 – VRD – Démolitions – Gros Œuvre
- LOT 2 – Ravalement de façades
- LOT 3 – Charpente – Couverture – Terrasse bois
- LOT 4 – Menuiseries extérieures
- LOT 5 – Menuiseries intérieures – Parquets
- LOT 6 – Plâtrerie – Isolation - Peintures
- LOT 7 – Electricité – Courants forts – Courants faibles - Ventilation
- LOT 8 – Plomberie - Sanitaires
- LOT 9 – Chauffage
- LOT10 – Serrurerie
- LOT11 – Carrelages - Faïences

Ces travaux seront traités par des entreprises individuelles ou groupées.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement.

2.3 – VARIANTES

Les variantes sont autorisées à condition de soumettre une offre de base conforme au CCTP.

ARTICLE 3 - DELAI D'EXECUTION

Préparation des travaux : **octobre 2026**

Début des travaux : **2 novembre 2026**

Durée prévisionnelle des travaux : **9 mois**

La notification du marché à l'entreprise vaudra ordre de service pour le lancement du mois de préparation.

ARTICLE 4 - CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Les bordereaux de décomposition des prix (DPGF)
- Pièces graphiques : plans, coupe, élévations, détails
- Calendrier prévisionnel
- Rapport RICT
- PGCSPS
- Diagnostics amiante & plomb

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement sur le site de publication suivant : <https://marches.ternum-bfc.fr>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation ou des pièces complémentaires au plus tard 3 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 5 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

5.1 - DOCUMENTS A PRODUIRE

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R.2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail
- Attestation sur l'honneur que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1, L. 2141-4 et L. 2141-5 (**la fourniture de cette attestation est facultative au stade de la candidature mais vivement recommandée**).
- Attestations de régularité au regard des cotisations sociales et fiscales (**la fourniture de cette attestation est facultative au stade de la candidature mais vivement recommandée**).
- Attestation d'assurance RC civile et professionnelle, décennale en cours de validité (**la fourniture de cette attestation est facultative au stade de la candidature mais vivement recommandée**).
- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des deux dernières années
- **Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)**
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

.L'acte d'engagement (AE) et ses annexes **SIGNÉ**

.La décomposition du prix global et forfaitaire

.Mémoire technique mettant notamment en évidence :

- la qualité, y compris la valeur technique et les caractéristiques esthétiques ou fonctionnelles, la durabilité et la provenance des matériaux,
- Les délais d'exécution et les conditions d'organisation du chantier (dont la gestion des déchets),
- L'organisation, les qualifications et l'expérience du personnel assigné à l'exécution du marché
- Toute note et information du candidat visant à expliquer sa proposition

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 - VISITES SUR SITE

Les conditions de visites sont les suivantes :

La visite sur site n'est pas obligatoire, cependant elle est fortement conseillée pour prendre connaissance des spécificités du lieu et du chantier.

Visites prévues : **Mardi 16 et Jeudi 18 Juin à 11h00.**

Contacter le maître d'œuvre pour vous inscrire – Anne-Claire FAYARD : 06 72 52 32 10

Merci de prévoir votre matériel (escabeaux ou échelles) pour des accès spécifiques : visite des plafonds techniques ou des combles existants.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres soit

Mardi 07 Juillet à 16h00

6.1 - TRANSMISSION ELECTRONIQUE

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir Adjudicateur. Pour toute question sur le dépôt du dossier, contacter la mairie de SUIN.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur.** Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Les documents fournis par le pouvoir adjudicateur dans le cadre de la consultation ne doivent en aucun cas être modifiés dans leur structure, leur contenu ou leur mise en forme d'origine. Seules les informations requises doivent être complétées dans les champs prévus à cet effet.

La signature électronique des documents est exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6.2 - TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation.

ARTICLE 7 - EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1 - SELECTION DES CANDIDATURES

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 6 jours. Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - ATTRIBUTION

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2, R. 2152-6 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Valeur technique : 60 %

Prix : 40 %

Critère "valeur technique" (60 %)

La valeur technique sera basée sur la teneur du mémoire technique (**25 pages maximum**, les pages à partir de la 26ème page ne seront pas prises en compte dans la notation ; **pourront être annexés les C.V., fiches produits, fiches procédures, etc.)** élaboré par le candidat.

Le mémoire devra présenter les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux, selon des sous-critères.

Chaque sous-critère suivant fait l'objet d'une évaluation appréciée comme suit :

- sous-critère 1 : Prise en compte des contraintes du site (centre village), préparation et organisation du chantier, organisation de l'équipe de travaux, rôle des cotraitants et soustraitants éventuels et méthodes : 20 points ;

- sous-critère 2 : Délais d'intervention et d'exécution, garantie d'approvisionnement : 15 points ;

- sous critère 3 : Moyens humains et matériels spécifiques mis à disposition pour le marché : 10 points

- sous-critère 4 : Performances durabilité et qualité des matériaux et des équipements proposés notamment au regard d'un environnement maritime – proposition novatrice – performance environnementale et dispositions pressenties et proposées pour protéger le milieu : 15 points.

Pendant l'analyse des offres, des précisions pourront être demandées aux candidats :

- Lorsqu'une offre n'est pas suffisamment claire et doit donc être précisée

- Obligatoirement lorsqu'une offre paraît anormalement basse

Le maître d'oeuvre assure la traçabilité de ces demandes complémentaires.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Note globale (/100) = note « Valeur technique » (/60) + Note « Prix des prestations » (/40)

7.3 - SUITE A DONNER A LA CONSULTATION

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec un ou plusieurs candidats. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent si non déjà fournis, les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. **Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 3 jours.**

ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

8.1 - ADRESSES SUPPLEMENTAIRES ET POINTS DE CONTACT

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.ternum-bfc.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - PROCEDURES DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif Dijon 21000

22 rue d'Assas BP 61616

21016 Dijon Cedex

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Fait àle.....

Le Maître d'Ouvrage,

L'artisan ou l'Entrepreneur,